

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/UKR/12

11 octobre 1995

(95-3026)

---

Original: anglais

## ACCESSION DE L'UKRAINE

### Communication de l'Ukraine

La Commission gouvernementale sur l'accession de l'Ukraine à l'OMC a présenté une note intitulée Agriculture de l'Ukraine, qui est reproduite ci-dessous.

---

### Agriculture de l'Ukraine

#### 1. Généralités

Le complexe agro-industriel joue un rôle important dans l'économie de l'Ukraine. Son activité conditionne la situation économique, sociale et politique de la société et la poursuite de son développement.

Il représente en effet, à lui seul, plus du tiers des biens d'actifs indispensables à la production et le quart de la population employée dans l'économie nationale; il produit plus de 40 pour cent du produit national brut et un tiers du revenu national; 70 pour cent du chiffre d'affaires au détail y ont leur origine.

Plus de 4 millions de personnes sont employées dans l'agriculture. La part qui peut être propriété de l'Etat n'étant plus fixée, l'agriculture est constituée pour 25 pour cent d'entreprises d'Etat, et pour 75 pour cent d'entreprises autres que d'Etat.

Les entreprises autres que d'Etat emploient 71 pour cent des travailleurs agricoles du pays. Leur part dans les terres agricoles se monte à 75 pour cent, dans la valeur des biens d'actifs essentiels à la production à 72 pour cent, et dans le volume de la production brute à 70 pour cent.

Une base législative et normative a été mise en place pour permettre la réforme du régime de propriété et la privatisation dans le complexe agro-industriel.

Selon les informations disponibles, plus de 400 fermes d'Etat d'autres entreprises agricoles d'Etat (un cinquième), ainsi que 18 pour cent des entreprises de transformation et d'agroservices ont déjà été privatisées. Des entreprises agricoles collectives et des sociétés par actions sont établies dans le cadre des fermes d'Etat transformées, des sociétés par actions à capital variable sont établies sur la base des entreprises de transformation agro-alimentaire et d'agroservices. Dans le secteur collectif, 90 pour cent des fermes d'Etat ont déjà fait l'objet d'une réforme par partage. Sur la base des anciennes fermes d'Etat, des entreprises agricoles constituées en sociétés par actions, des associations d'agriculteurs, des unions de coopératives sont établies.

Le programme mis au point par le Ministère ukrainien de la production agricole dans l'optique d'une économie de marché a été confirmé pour 1995: selon ce programme, 1 960 entreprises de transformation, d'agroservices et de construction et 700 fermes d'Etat doivent être privatisées par création de sociétés par actions.

La réforme agraire actuellement en cours en Ukraine consiste en une transformation substantielle des relations ayant trait à la terre: elle prévoit, notamment, la dénationalisation des terres, le changement de propriétaires et la modification des formes de gestion économique. La loi reconnaît l'égalité de droit entre les formes collectives et privées de propriété de la terre et la propriété d'Etat.

Les propriétaires de parcelles peuvent créer des sociétés en participation, des associations, des sociétés par actions, des sociétés holding ou d'autres organisations coopératives. La mise en place des conditions nécessaires au développement uniforme de tous les types de propriété et de gestion économique est en cours.

De façon générale, l'agriculture passe par une période qui se caractérise par la conjonction de tous les processus négatifs. On assiste à la fois à la diminution de la fertilité et de la productivité, à la baisse du ratio de production de produits de base par rapport à la production totale dans le domaine social, à l'amenuisement de la capacité de production, à l'épuisement des sols, à la dépréciation des biens d'équipement qui atteint un niveau critique, à la destruction du potentiel génétique dans les productions végétales et animales.

Pendant les quatre dernières années, le volume de la production agricole brute s'est abaissé à un tiers. La valeur de la production de tous les secteurs de l'économie s'est chiffrée, en 1995, aux prix comparatifs de 1993, à 32 pour cent seulement du niveau de 1990.

En 1994, la production de grains s'est chiffrée à 35,5 millions de tonnes (poids après concassage), soit 78 pour cent du volume de l'année précédente et 70 pour cent du volume récolté en 1990. Dans le secteur public, le rendement s'établit à 27 quintaux à l'hectare, soit 16 pour cent de moins qu'en 1993.

La récolte de matières premières du sucre a été de 28,1 millions de tonnes, soit un volume inférieur de 36 pour cent à celui de 1990.

La récolte de graines de tournesol a été de 1,6 million de tonnes (poids après concassage), soit une diminution de 24 pour cent par rapport à 1993.

La production de légumes s'est établie à 5 millions de tonnes, celle de pommes de terre à 16,1 millions de tonnes, soit une diminution de 15 pour cent et de 23 pour cent, respectivement, par rapport à 1993. Toujours par rapport à 1993, la production de fruits et de baies a diminué, en volume, de 59 pour cent, celle de raisins, de 41 pour cent; il en a été acheté 49 400 tonnes, soit 67 pour cent du volume de 1993.

Dans le secteur de l'élevage, la situation s'est gravement détériorée, une tendance très nette à la diminution des effectifs et à l'abaissement de la productivité du bétail et des volailles s'est installée. Ce phénomène est lié à l'insuffisance des approvisionnements et des mesures visant la protection des animaux, à des défauts d'organisation en matière de reproduction du bétail et de respect de la discipline technologique. De façon générale, dans toutes les catégories d'économies, il a été vendu, en 1994, 4,1 millions de tonnes (poids vif) de viande, 18,1 millions de tonnes de lait, 10,2 milliards d'oeufs, 19 300 tonnes de laine, soit 95 pour cent, 99 pour cent, 86 pour cent et 91 pour cent, respectivement, des quantités comparables de 1993.

La situation financière des entreprises agro-industrielles est peu satisfaisante et ne cesse de se détériorer. Pour les six premiers mois de l'année en cours, les arriérés de paiement dus aux organisations d'approvisionnement et de contrat ont été multipliés par 3,5 et se sont établis à 40,3 billions de karbovanets. Parallèlement, le montant des intérêts impayés, afférents à des crédits bancaires, a été multiplié par 2,1 et, dans onze oblasts, ils étaient deux ou trois fois supérieurs au montant des crédits. Les entreprises agro-alimentaires de toutes sortes devaient 85,4 billions de karbovanets aux producteurs agricoles. L'endettement total des entreprises agricoles (au 1er août 1995) atteignait 106,5 billions de karbovanets, contre 15,4 billions de karbovanets au début de l'année.

L'approvisionnement de l'agriculture en machines et outillages, en particulier pour ce qui est des matériels de grande efficacité et de haute qualité, ne cesse de s'aggraver. Les producteurs agricoles ont acheté, en 1993-1995, 30 fois moins d'automobiles qu'en 1990, dix fois moins de moissonneuses-batteuses, cinq à dix fois moins d'autres engins, 4,5 fois moins d'engrais minéraux, 1,5 à 2 fois moins d'agents de protection des plantes et des animaux, 2,1 fois moins de combustibles et de produits pétroliers. Les investissements effectués par prélèvement sur les fonds propres des exploitations agricoles étaient onze fois inférieurs, en 1994, à leur niveau de 1990.

La disparité entre les prix payés par l'agriculture aux autres secteurs de l'économie et les prix reçus pour les produits agricoles ne cesse de s'aggraver. Pendant les quatre années écoulées, les dépenses de production de l'agriculture ont été multipliées par 7 800, notamment: le coût des ressources matérielles et techniques d'origine industrielle, par 19 400, celui des engrais minéraux, par 17 700, celui des produits pétroliers, par 51 100, celui de l'énergie électrique, par 62 600. Or les prix à la production des produits agricoles n'ont été multipliés que par 4 500; par 6 300 pour les productions végétales et par 3 300 pour les produits de l'élevage.

Cet état de choses s'explique essentiellement par l'absence de parité des prix pour les produits agricoles, par le peu d'intérêt économique que les producteurs retirent du résultat final de leur travail, par l'abaissement substantiel du pouvoir d'achat de la population et par la brusque aggravation des approvisionnements matériels et techniques.

L'industrie de transformation des produits agricoles doit faire face à la grave diminution des approvisionnements en matières premières, en particulier lorsque celles-ci proviennent des ressources de l'Etat, à la très grande pénurie de matériels de conditionnement, et à la hausse des prix des ressources matérielles et techniques.

En 1994, le volume de la production des industries de transformation s'est abaissé de 18,2 pour cent par rapport à l'année précédente (en prix comparatifs).

L'inégalité des échanges entre le village et l'industrie a pratiquement paralysé les investissements qui auraient permis de développer la base matérielle et technique du secteur.

## 2. Gestion du secteur agricole

La politique agricole de l'Etat est élaborée par le Président et le Cabinet des ministres de l'Ukraine.

Le ministère responsable au premier chef de l'exécution de cette politique est le Ministère ukrainien de l'agriculture. Il n'est, toutefois, pas la seule autorité publique chargée d'appliquer la politique de l'Etat dans le domaine de l'agriculture. Les Ministères de l'économie et des finances jouent un rôle important dans l'allocation des fonds appropriés à partir du budget de l'Etat. Par ailleurs, le Ministère de la pêche et les différents comités d'Etat dépendant des ministères - Comité d'Etat de

l'industrie alimentaire, Comité des ressources agraires, Comité de l'eau - participent aussi à la mise en oeuvre de la politique agricole de l'Etat.

Dans chaque oblast ou région, un département agricole est chargé d'appliquer la politique agricole à l'échelon local.

Subventions à la production nationale, exportation de la production agricole, 1988-1990

Examen

\*Les données sont fondées sur des chiffres indicatifs figurant dans des rapports établis pour l'exercice budgétaire (à l'échelon local, à celui de la République et à celui de l'Union), en 1988-1990 pour ce qui est des subventions à l'exportation, et en 1989-1990 pour ce qui est de la production nationale. Les rapports budgétaires ont été établis par le Ministère des finances de l'Ukraine.

\*Tous les chiffres sont donnés en milliers de roubles soviétiques (monnaie de l'ex-URSS; le taux de change officiel était d'environ 0,65 rouble pour 1 dollar des Etats-Unis).

Tableau 1

1989

Crédits budgétaires	Milliers de roubles		
	Budget local	Budget de la République	Budget de l'Union
1	2	3	4
Entreprises d'Etat collectives pour les dépenses planifiées	131 039		
Compensation des différences de prix		370 780	
Compensation de la différence entre prix d'achat et prix intérieur dans la République:	4 075 840		
- pour la viande	3 312 129		
- pour le lait			
- pour la betterave à sucre	97 300		
Versements correspondant à la charge supplémentaire différenciée s'ajoutant au prix d'achat		4 248 256	
Fonds provenant du budget de l'Union:			
- pour combler les différences de prix du bétail			1 452 200
- pour le lait et les produits laitiers			968 818
Dépenses budgétaires correspondant à la charge s'ajoutant au prix d'achat des produits agricoles:			
- bétail, viande, volaille, lapins		4 075 395	
- bétail, viande, volaille		2 204	
- lapins laissés pour les besoins locaux		3 312 568	
- lait et produits laitiers		11 207	
- lait et produits laitiers laissés pour les besoins locaux		13 484	
- amidon, mélasses			
Versements correspondant à la charge supplémentaire différenciée afférente à l'achat de produits agricoles fournis à l'Etat par des entités peu rentables ou non rentables, total:		4 104 759	
- pommes de terre et légumes		118	
- betterave à sucre		97 300	
- houblon		19 979	
Dépenses liées aux activités de commerce extérieur:			
- financement des opérations d'exportation	46 500		

Tableau 2

1990

Crédits budgétaires	Milliers de roubles		
	Budget local	Budget de la République	Budget de l'Union
1	2	3	4
Entreprises d'Etat collectives pour les dépenses planifiées	170 257		
Compensation des différences de prix		108 138	
Compensation de la différence entre prix d'achat et prix intérieur dans la République:		3 895 295	
- pour le bétail, la volaille, les lapins		3 161 655	
Charges supplémentaires différenciées afférentes au prix d'achat des produits vendus à l'Etat par des entités autofinancées		475 456	
Compensation des différences de prix des produits suivants:		8 050	
- pommes de terre servant à la fabrication d'alcool		20 045	
- houblon		97 500	
- betterave à sucre			
Dépenses budgétaires correspondant à la charge s'ajoutant au prix d'achat des produits agricoles:			
- bétail, viande, volaille			3 895 259
- lapins			3 162 493
- lait et produits laitiers			
- pommes de terre servant à la fabrication d'alcool			8 047
- amidon, mélasses			22 488
Versements correspondant à la charge supplémentaire différenciée afférente à l'achat de produits agricoles fournis à l'Etat par des entités peu rentables ou non rentables, total:			3 942 530
- céréales, graines oléagineuses			1 880 332
- betterave à sucre			97 500
- houblon			20 045
Dépenses liées aux activités de commerce extérieur:			
- financement des opérations d'exportation		32 319	

### Subventions intérieures

Les principales modalités de subventionnement de la production nationale sur le territoire de la République étaient les suivantes:

- 1) fonds budgétaires alloués aux fermes d'Etat collectives pour les dépenses planifiées;
- 2) fonds budgétaires visant à compenser la différence entre le prix d'achat et le prix à l'intérieur de la République;
- 3) versements correspondant aux charges supplémentaires différenciées afférentes au prix d'achat, notamment pour les produits agricoles fournis à l'Etat par des entités peu rentables ou non rentables.

Les principaux secteurs agricoles qui ont obtenu des subventions étaient les suivants:

- 1) production de viande;
- 2) production de lait et de produits laitiers;
- 3) production de céréales et de graines oléagineuses; produits boulangers;
- 4) production de betterave à sucre;
- 5) production d'amidon et de mélasses;
- 6) production de houblon;
- 7) fabrication d'alcool à partir de pommes de terre;
- 8) production de pommes de terre et de légumes.

### Financement des exportations

Il ressort d'une analyse des dépenses inscrites aux budgets de 1988, 1989 et 1990 que c'est en 1989 que l'Etat a commencé de financer les exportations à l'échelon de la République. Il n'existe en effet aucun poste de dépenses correspondant dans le budget de 1988.

La Résolution du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres d'août 1986, "Sur l'amélioration de la gestion des relations économiques extérieures", accordait aux 70 associations et entreprises les plus importantes de l'Union soviétique le droit de diriger les opérations d'exportation et d'importation.

Les entreprises ukrainiennes n'ont obtenu quelque indépendance en matière d'activité économique extérieure qu'en 1989. Elles ont alors été habilitées à prendre elles-mêmes contact avec leurs partenaires étrangers et à se procurer des devises fortes. Jusqu'en 1986, le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur était complet et universel.

Au titre du financement des opérations d'exportation était prévue la création de "Fonds de déduction de devises pour financement des opérations d'exportation et d'importation", ces déductions étant effectuées par les entreprises qui avaient le droit de se livrer à des activités économiques extérieures.

### Fonctionnement du système

- 1) L'entreprise d'Etat réalise sa production et ses services à l'étranger et obtient ainsi des devises.
- 2) Une partie des devises qu'elle a obtenues est versée au budget de l'Etat.
- 3) Une partie des devises qu'elle a obtenues est versée au Fonds de déduction de devises.
- 4) Le "Fonds de déduction de devises" permet de financer:
  - des importations de matières premières;
  - des importations de services et de matériel nécessaires à une modernisation du processus de production;

- l'organisation d'activités de promotion des exportations - expositions, foires, production d'échantillons de biens destinés à l'exportation, publicité, missions commerciales à l'étranger.

Ainsi, jusqu'en 1989, le budget de l'Ukraine ne comportait aucun poste de dépenses intitulé "financement des opérations d'exportation". Toutes les dépenses de subventionnement des exportations étaient calculées et décidées par l'intermédiaire des ministères de l'ex-URSS.

Sur le territoire de l'URSS, les activités économiques extérieures étaient régies par les principaux textes législatifs suivants:

- 1) La Résolution du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres n° 991 en date du 19 août 1986, "Sur l'amélioration des relations économiques extérieures".
- 2) La Résolution du Conseil des ministres de l'URSS n° 1405, en date du 2 décembre 1988, "Sur le développement des activités économiques extérieures de l'Etat, des coopératives et des autres entreprises, associations et organisations".
- 3) La Résolution du Conseil des ministres n° 203, en date du 7 mars 1989, "Sur les mesures de réglementation par l'Etat de l'activité économique extérieure".

### Examen

La principale institution chargée de toutes les questions liées à l'activité économique extérieure était la Commission d'Etat de l'économie extérieure du Conseil des ministres de l'URSS, qui était habilitée à autoriser les associations et les entreprises à réaliser des opérations d'exportation et d'importation (Résolution n° 991, paragraphe 4).

Les opérations d'exportation et d'importation étaient réalisées par l'intermédiaire des organisations d'économie extérieure habilitées des ministères compétents et sur la base des unités du Ministère du commerce extérieur de l'URSS (notamment, agro-industrie d'Etat de l'URSS) (Résolution n° 991, paragraphe 11 a)).

C'est seulement depuis 1986 qu'il a été recommandé aux ministères intéressés d'inclure dans leurs plans une partie spéciale intitulée "relations économiques extérieures" (Résolution n° 991, paragraphe 17).

Dans la République socialiste soviétique d'Ukraine, ce poste de dépenses n'a été inscrit dans le budget de l'Etat qu'en 1989.

L'institution qui se chargeait de toutes les opérations de paiement relatives à des exportations ou importations était la Banque du commerce extérieur de l'URSS qui, en vertu de la Résolution n° 991, était habilitée à créditer en devises fortes le compte des associations et des organisations, pour leur permettre de développer la production destinée à l'exportation.

La libéralisation du commerce extérieur remonte à 1988 (Résolution n° 1405), date à laquelle toutes les entreprises, associations, coopératives et autres entités ont été autorisées à procéder à des exportations et importations (Résolution n° 1405, paragraphe 2).

Les ministères intéressés ont été invités à élaborer un système de mesures non tarifaires et à l'appliquer à partir du 1er janvier 1989; il était prescrit de faire passer certaines des Républiques de l'Union à la "pleine autocompensation des devises" (ce qui dénotait une certaine indépendance en matière



de commerce extérieur) (paragraphe 6 de la Résolution n° 1405). Un ensemble de mesures de promotion des exportations a d'abord été déterminé:

- surcharge imposée au taux de change (appelée "encouragement à l'exportation") (paragraphe 12);
- déduction de 70 pour cent des recettes en devises au profit du Fonds de devises (concerne toutes les entités du complexe agro-industriel d'Etat de l'URSS qui s'occupent d'exportation et d'importation) (paragraphe 24 de la Résolution n° 1405).

Le Ministère des relations économiques extérieures de l'URSS était habilité à autoriser les opérations d'exportation et d'importation et à assujettir certains biens et services de différents pays à un contingent, pour une période de temps définie (Résolution n° 1405, paragraphe 5).

La question du commerce extérieur a encore été reprise en 1989 (Résolution n° 203). C'est à partir de 1989 que les ministres compétents ont été invités, en URSS, à établir et à appliquer un système de statistiques des activités économiques extérieures. Jusqu'à cette date, il n'existait donc aucun système statistique en ce domaine.

En 1989-1990, les organisations habilitées ont réalisé quelques opérations d'exportation et d'importation dans le cadre du régime de licences. Parmi les marchandises, travaux et services assujettis au régime de licences en 1989 et 1990, on peut citer les produits agricoles suivants: céréales, farine, aliments concentrés du bétail, graines oléagineuses, huile végétale. En outre, la Résolution n° 203 établissait un système de contingentement, en volume et en valeur, comme mesure de restriction. De 1989 à l'effondrement de l'URSS, toutes les résolutions relatives à l'exportation et à l'importation contenaient des listes de contingents et de marchandises, travaux et services assujettis au régime de licence.

Ainsi:

- a) l'Etat a renoncé à son monopole plein et entier sur le commerce extérieur et a progressivement (à partir de 1986) reconnu le droit de réaliser des opérations d'exportation et d'importation aux entreprises et organisations habilitées des ministères (et non pas seulement dans le cadre du Ministère du commerce extérieur);
- b) par voie de conséquence, les autorités intéressées ont commencé de mettre en place un système régissant l'activité de commerce extérieur des entreprises habilitées;
- c) les ministères compétents ont commencé d'élaborer le système de mesures non tarifaires (des mesures tarifaires étaient en vigueur depuis 1922, date à laquelle le premier tarif douanier de l'URSS a été adopté; en 1986, le tarif en vigueur était le sixième tarif douanier, celui de 1981);
- d) les républiques ne participaient pas activement aux activités de commerce extérieur. Jusqu'en 1988, toutes les opérations étaient effectuées par l'intermédiaire des organismes ministériels habilités de l'Union;
- e) depuis 1988, le droit pour toutes les entités de se livrer à des opérations d'exportation et d'importation a été proclamé.

#### 4. Commerce international et politique commerciale internationale

Le commerce des produits agricoles joue un rôle important dans l'économie de l'Ukraine.

Tandis que dans l'ex-URSS l'Ukraine exportait annuellement plus de 2 millions de tonnes de sucre, environ 400 000 tonnes de viande, 90 000 tonnes de beurre, plus de 500 millions d'oeufs, 500 000 tonnes de légumes, 700 000 tonnes de pommes de terre, 200 000 tonnes de melons, 40 000 tonnes de raisin, etc., en 1994 le volume de ses exportations avait été divisé par un facteur compris entre 2 et 5: elle n'exportait plus que 150 000 tonnes de viande, 60 000 tonnes de beurre, 130 millions d'oeufs, plus de 1 200 000 tonnes de sucre.

En l'absence d'un système monétaire stable, environ 70 pour cent de la production agricole de 1994 ont été exportés par voie de troc.

Les principaux partenaires commerciaux de l'Ukraine sont encore les pays de la CEI et de la Baltique, qui absorbent environ 75 pour cent de sa production agricole et alimentaire.

Jusqu'en 1991, le commerce extérieur était assuré par les entreprises commerciales d'Etat, sans aucune participation du secteur privé. Depuis le début des réformes de 1991, le secteur privé participe au commerce extérieur et il a conquis des créneaux tout à fait intéressants. Par exemple, la part du secteur privé dans le commerce extérieur des agents de protection des plantes atteint 90 pour cent.

A l'heure actuelle, dans le cadre du Ministère de l'agriculture, il reste encore deux entreprises commerciales d'Etat dont la privatisation est prévue d'ici à l'an 2000, et 93 complexes de vente de fruits et légumes en gros et en détail, qui, selon le programme établi, devraient être privatisés en 1996.

Pour exploiter les possibilités réelles d'augmentation du potentiel d'exportation de la production agro-industrielle, on envisage de développer la production et la vente à l'exportation des céréales, du sucre, de l'huile végétale, des fruits et légumes, de la viande et du lait, des semences et des chevaux pur-sang, des alcools et des boissons alcoolisées. En proportion de la production agricole totale, le volume total des exportations passera de 8 à 10 pour cent en 1996 à 15 à 18 pour cent en 1999. Les producteurs auront ainsi la possibilité de se procurer les fonds nécessaires à l'achat de facteurs de production. En 1999, pour les principaux produits, la part de l'exportation dans la production brute s'établira comme suit: céréales: jusqu'à 19 pour cent; semences de céréales et de légumineuses: 4 pour cent; sucre: 55 pour cent; huile végétale: 35 pour cent; enfin, beurre: jusqu'à 25 pour cent. Les exportations de chevaux pur-sang reprendront, en particulier, à destination des pays de la CEI (annexe).

Pour établir l'organisation et les conditions économiques et juridiques de l'exportation, les mesures suivantes seront mises en oeuvre:

- assujettissement des productions exportées à une réglementation tarifaire, et suppression des contingents et licences d'exportation;
- relèvement des taux de droits de douane appliqués aux importations de produits agricoles produits en Ukraine;
- mise en place d'un régime d'admission en franchise de droits pour l'importation de marchandises et de ressources indispensables aux producteurs agricoles.

De telles mesures, en stimulant l'augmentation de la production, permettraient de disposer de plus grandes quantités exportables. Dans le cas de la betterave à sucre, par exemple, en l'absence d'une extension de la superficie actuellement cultivée (1,6 à 1,7 million d'hectares), le volume de la production pourrait permettre, d'ici quatre ou cinq ans, une augmentation des exportations de produits suivants: sucre: jusqu'à 5 millions de tonnes; huile végétale: jusqu'à 0,8 million de tonnes. De tels volumes d'exportation de ces produits permettraient à l'Etat de couvrir ses besoins d'importation de gaz.

5. Autres réformes dans le secteur agricole

Compte tenu des conditions réelles régnant dans le complexe agro-industriel, le gouvernement accordera d'urgence son attention et son soutien aux tâches suivantes:

- procéder aux transformations sociales et économiques en zone rurale, en premier lieu pour ce qui est de la propriété de la terre et des moyens de production; créer une économie diversifiée faisant place à diverses formes de gestion économique;
- développer la production de céréales, de betterave à sucre, de graines oléagineuses, de viande et de lait, de produits nécessaires à l'alimentation des enfants, afin d'assurer la sécurité alimentaire de l'Etat et de disposer d'un potentiel exportable;
- développer le conditionnement, l'emballage, l'emmagasiner et la transformation sur place de la production agricole;
- créer une forte base matérielle et technique en produisant en quantité suffisante les machines et outillages technologiques complexes nécessaires à l'agriculture, ainsi que les engrais minéraux, pesticides et autres produits chimiques indispensables;
- développer la sélection et la production de semences, l'horticulture en pépinière, l'élevage, prendre les mesures nécessaires à la reconstitution de la fertilité du sol, à l'amélioration et à la protection de la terre, et à la protection des plantes et des animaux;
- réduire la consommation de ressources et d'énergie nécessaires à la production agro-industrielle par le recours à des technologies qui ménagent les ressources et l'énergie et produisent peu de déchets, par le renouvellement de la capacité productrice des secteurs, la transformation de la structure de la propriété des capitaux et des moyens de production;
- améliorer l'utilisation du Fonds d'assainissement;
- développer la production de matières premières nécessaires aux industries utilisant les produits de la mer, augmenter la production de produits du poisson provenant des eaux intérieures;
- exploiter le potentiel des forêts (production de bois en tant que matière première, protection de la nature), en promouvoir l'utilisation rationnelle;
- veiller au développement social des villages, en particulier dans les régions connaissant des problèmes démographiques et, avant tout, développer l'approvisionnement en gaz et en eau, les communications, le réseau routier, les services d'éducation et de santé, et la construction de logements dans les villages souffrant d'une pénurie de main-d'oeuvre, en faisant supporter aux budgets locaux toutes les charges de caractère social précédemment supportées par les producteurs.

### 5.1 Paramètres essentiels du développement de la production agro-industrielle

Pour permettre de satisfaire en 1999 les besoins nationaux en denrées alimentaires, il faudrait que soient produits à cette date: 43 millions de tonnes de céréales, 36 millions de tonnes de betterave à sucre (poids à l'inspection), 2,85 millions de tonnes de graines de tournesol, 4,1 millions de tonnes de viande (poids vif), 19,3 millions de tonnes de lait et 10,4 milliards d'oeufs. La production de farine devrait atteindre 5 millions de tonnes, celle de sucre, 4 à 4,5 millions de tonnes, celle d'huile, 700 000 tonnes, celle de poisson destiné à l'alimentation, 350 000 tonnes.

Les volumes prévus de production permettront de satisfaire une consommation par personne d'environ 142 kg de pain, 43 kg de viande et de produits carnés, 276 kg de lait et de produits laitiers, 189 oeufs sous forme d'oeufs ou de préparations à base d'oeufs, 39 kg de sucre, une quantité d'huile pouvant atteindre 8 kg et 5,6 kg de produits à base de poisson (annexe 2). Pour permettre de disposer d'une plus grande quantité de bois en tant que matière première tout en contribuant à la protection de la nature, 52 à 56 000 hectares de forêts nouvelles seront plantées d'ici à 1999, produisant annuellement entre 4,2 et 4,4 millions de mètres cubes de coupes.

### 5.2 Conditions à remplir et moyens à mettre en oeuvre pour que les paramètres fixés soient atteints

Pour permettre d'atteindre les paramètres de base déterminés en matière de développement de la production agro-industrielle dans le pays, des conditions sociales et économiques indispensables doivent être établies. Il s'agit de:

- mener à bien la reconstruction et la restructuration de l'économie nationale, la priorité étant donnée au développement des différents secteurs du complexe agro-industriel et à l'utilisation plus complète de son potentiel;
- maintenir la parité dans les échanges intersectoriels entre production industrielle et production agricole;
- accélérer le développement des installations d'emmagasiner, de traitement et de commercialisation de la production agricole, surtout en zone rurale;
- assurer le soutien et la protection de l'Etat aux productions de l'agriculture et de la sylviculture;
- mettre en place un système de crédit efficace tenant compte des conditions spécifiques de la production agro-industrielle;
- établir la base nationale de l'agro-industrie, de façon que le pays soit moins tributaire des importations;
- mettre en place un réseau d'infrastructure productive et financière, compatible avec le niveau de développement de l'économie de marché dans le pays;
- instaurer progressivement le financement sur fonds publics des infrastructures sociales nécessaires à la population rurale;
- améliorer l'approvisionnement du complexe agro-industriel en cadres et en scientifiques.

Pour parvenir à ces objectifs, les moyens suivants seront nécessaires:

- restructurer la production agricole et d'autres secteurs du complexe agro-industriel, permettre l'accès à la propriété de la terre, s'attacher aux moyens et aux résultats du travail accompli, diversifier les structures de gestion économique;
- répartir entre les régions, selon des critères scientifiquement fondés, les productions agricoles, les produits alimentaires générateurs de capacités et veiller à la division territoriale du travail;
- développer - dans le cadre intra-économique - et améliorer - dans le cadre interéconomique - les relations produit-monnaie;
- augmenter le poids spécifique de la production des marchandises exportables et développer les marchés étrangers;
- organiser des marchés de produits agricoles pour chaque branche par produit du complexe agro-industriel.

### 5.3 Moyens matériels et financiers nécessaires à la réalisation des pronostics

Les pronostics qui viennent d'être énoncés ne pourront se vérifier que si les entreprises du complexe agro-industriel disposent des ressources matérielles, techniques et financières nécessaires.

Pour que le programme esquissé soit réalisé en 1999, les producteurs agricoles devront disposer des facteurs de production suivants: 49 000 tracteurs, 9 000 moissonneuses-batteuses, 28 000 voitures automobiles, dont le coût total atteindra 168,2 billions de karbovanets. Les besoins annuels du complexe agro-industriel en essence atteindront 3,228 millions de tonnes, en carburant diesel, 5,042 millions de tonnes et en huiles de graissage et lubrifiants, 320 000 tonnes, soit un coût total de 285,4 billions de karbovanets. En outre, 1,3 million de tonnes de charbon, 5,1 millions de mètres cubes de gaz naturel et 19,4 billions de kw/h d'énergie seront nécessaires.

Au total, le coût des ressources matérielles et techniques nécessaires pour garantir la production des volumes prévus se chiffrera, au minimum, à 881,4 billions de karbovanets, soit 5 364,2 millions de dollars.

### 5.4 Facteurs et mécanismes de garantie, et réalisation pratique du programme

Pour assurer la réalisation pratique du programme, des efforts seront nécessaires, à la fois dans le domaine agricole - réforme agraire et économique, prix effectifs, achats, finances et crédit, protection sociale, politique économique extérieure - et dans le domaine de la production agro-industrielle - développement de l'infrastructure, amélioration des ressources matérielles, techniques et scientifiques, formation de cadres.

La réforme agraire sera menée dans les directions suivantes:

- évaluation des terres et inclusion dans la circulation du capital foncier;
- attribution des terres à la propriété collective des entreprises agricoles, partage et octroi de certificats correspondant à des parts;
- adoption d'un système de cadastre ou d'enregistrement permettant de suivre le transfert de la propriété des parcelles et des parts entre personnes morales et physiques;

- création d'un fonds pour l'innovation en matière foncière et utilisation des biens d'actifs pour les besoins de la protection du sol;
- garantie d'un contrôle de l'Etat sur l'usage et la protection des sols, responsabilité des propriétaires et des utilisateurs des parcelles quant aux conditions de la protection et de l'utilisation des sols.

La réforme économique visera les objectifs suivants:

- mise en place de conditions égales de développement pour les différentes formes de structures économiques relevant de l'économie de marché (associations économiques, corporations, coopératives, économies paysannes et économies subsidiaires personnelles, etc.);
- création du réseau d'infrastructure de services nécessaires au secteur agricole - sur une base privée, interéconomies ou coopérative - que les producteurs puissent utiliser dans des conditions de crédit-bail;
- création du réseau d'infrastructures nécessaires pour permettre aux producteurs d'acheter les facteurs nécessaires au traitement initial, à l'emmagasinage, à l'emballage et au transport de leur production;
- réforme des relations de propriété dans le complexe agro-industriel: les entreprises de transformation des produits agricoles et d'agroservices seront transformées en sociétés par actions à capital variable avec participation des producteurs agricoles, et les entreprises agricoles d'Etat, en entreprises agricoles collectives ou en sociétés par actions à capital variable.

La politique des prix dans le secteur agricole résulte de l'application combinée d'un système de prix libres et d'un système de prix réglementés par l'Etat, le premier jouant un rôle principal, le second un rôle subsidiaire.

Pour assurer la satisfaction des besoins de l'Etat (besoins d'utilisateurs spéciaux, création de réserves d'Etat), l'Etat continue d'acheter une partie de la production agricole. Le reste de la production est vendu par voie d'échanges, de contrats, par contrat direct, ou de toute autre manière.

Lorsqu'il achète des céréales, des graines de tournesol, des betteraves à sucre, du lait et du bétail de boucherie, l'Etat soutient le revenu des agriculteurs en réglementant les prix du marché qui influent sur l'offre et la demande; l'objectif est de garantir la parité essentielle des prix pour la production agricole.

Les ventes de légumes, de pommes de terre, de melons, de fruits, de baies et d'autres produits se font à des prix librement déterminés sur le marché par le jeu de l'offre et de la demande.

La politique des prix prévoit l'entière liberté du producteur agricole pour ce qui est du choix du type de propriété dans le cadre duquel il exercera son activité, les voies de distribution des produits, les formes et modalités de vente, la conclusion du contrat; elle assure la protection des marchés intérieurs et la réglementation du marché pour les produits agricoles les plus importants.

Le paiement anticipé par l'organisme d'approvisionnement aux producteurs agricoles de la production sous contrat sera poussé plus avant.

L'infrastructure de commercialisation (sociétés d'achat, bourses, sociétés de courtage, foires de vente en gros, ventes aux enchères, maisons commerciales) sera développée et améliorée. C'est

elle qui est chargée de fournir aux producteurs des renseignements quant aux prix, à la demande et à l'offre sur les marchés intérieurs et extérieurs, d'enregistrer les contrats, d'élaborer les règles commerciales et les contrats modèles, d'organiser les courants commerciaux, les ventes aux enchères, les foires et les expositions.

L'organisation des marchés de produits agricoles se fonde sur la combinaison des différentes formes d'organisation, orientations du marché et conditions économiques de la vente des produits. Les principes fondamentaux de l'organisation de ces marchés sont les suivants:

- liberté des mouvements et de la distribution des produits;
- organisation de grands marchés de gros, de foires et du commerce de demi-gros et de détail, ainsi que de marchés de détail;
- création d'un réseau diversifié de marchés de gros indépendants (ne faisant pas l'objet d'un monopole), de bourses agricoles, de maisons commerciales rurales, d'entrepôts de gros et de détail;
- liberté des prix à tous les stades de commercialisation;
- intégration organisationnelle et économique des acteurs participant à la production, au traitement et à la vente des produits;
- influence de l'Etat sur le niveau de l'offre et de la demande et sur les prix par l'intermédiaire d'un organisme spécial chargé d'interventions, de représentation ou de l'achat et de la vente de produits.

La politique financière et de crédit sera appliquée compte tenu des caractéristiques spécifiques de la production agro-industrielle.

Le gouvernement pose en principe la nécessité de:

- soutenir financièrement le développement de l'amélioration généalogique, de la science vétérinaire, de la production de semences, de la production de semis, de la construction de machines agricoles, de la remise en état des terres et de l'écologie, de la protection de la terre et de l'environnement, de la production d'aliments pour enfants, ainsi que de développer la protection sociale en zone rurale;
- garantir la stimulation économique des investissements des producteurs agricoles et des autres investisseurs, notamment étrangers, afin de doter le pays d'une base productive et d'une infrastructure sociale;
- améliorer le système d'imposition dans le complexe agro-industriel, utiliser les fonds procurés par la taxe foncière aux fins de protection et d'utilisation rationnelle des sols;
- créditer les dépenses et les revenus des entreprises entre deux campagnes agricoles;
- attirer les crédits internationaux nécessaires à l'acquisition de technologies de pointe, à la transformation des structures et à la création de marchés: construction de machines agricoles, agroservices, infrastructure de transformation des produits agricoles, en particulier sur les lieux de production;

- aider à la création de groupes financiers et agro-industriels avec participation de capital étranger, en particulier dans le domaine des services d'infrastructure du complexe agricole, et donner le droit prioritaire (ou exclusif) de procéder à des investissements directs illimités (capitalisation des revenus) aux banques, compagnies d'assurance et autres intermédiaires financiers dans le complexe agro-industriel et la sphère sociale du village;
- améliorer le système d'assurance des entreprises agricoles, accélérer le processus de formation d'un marché des valeurs dans le secteur agricole;
- doter les zones rurales d'un réseau diversifié d'infrastructures financières en créant des banques agricoles, rurales et hypothécaires et des compagnies d'assurance sous forme de sociétés par actions;
- assurer la transition progressive du système des échanges compensés de marchandises à celui du règlement en numéraire des produits.

L'approvisionnement matériel et technique sera assuré en fonction de la production déclarée (quantité, qualité) à titre indicatif (à la demande des producteurs agricoles).

A cet effet, un secteur national de construction de machines agricoles et d'engins d'exploitation forestière sera créé; des organes d'Etat seront également mis en place pour coordonner les intérêts économiques de ce secteur et ceux des utilisateurs de machines agricoles et d'engins d'exploitation forestière.

Pour assurer l'approvisionnement matériel et technique des entreprises du complexe agro-industriel, il est prévu de:

- généraliser la location à long terme (crédit-bail) et l'achat de machines agricoles par les intéressés eux-mêmes;
- attirer les investissements étrangers afin de mettre en place des opérations en association pour la production de machines complexes et de matériels incorporant une technologie de pointe;
- réaliser le programme national de production de machines et matériel technologique nécessaire à l'agriculture et aux industries agro-alimentaires;
- mettre en place des stations autonomes de machines et des stations techniques, des centres de location de matériel et d'autres structures d'agroservices;
- créer les matériels spécialisés nécessaires à la production et au conditionnement de produits alimentaires;
- garantir le développement prioritaire de la production intérieure d'engrais minéraux, en particulier d'engrais phosphorés, et d'agents de protection des plantes et des animaux, notamment attirer les investisseurs étrangers, favoriser dans les secteurs de l'industrie alimentaire la fabrication de produits se substituant aux importations, etc.

La politique sociale concernant les zones rurales vise les objectifs suivants:

- relever le revenu des travailleurs agricoles pour en assurer l'égalité avec celui des travailleurs industriels;



- développer les services modernes, sociaux, culturels et médicaux assurés dans la vie quotidienne à la population, ainsi que la sécurité sociale, l'éducation et la culture, le commerce et la nutrition publique;
- créer des emplois supplémentaires en développant l'infrastructure de production et d'agroservices du village, les entreprises subsidiaires et l'artisanat, encourager la transformation, en zone rurale, des produits agricoles;
- garantir aux jeunes ruraux un emploi dans le domaine productif ou le domaine social des zones rurales, améliorer leur savoir professionnel et leur orientation professionnelle.

Pour soutenir l'agronomie, l'Etat allouera au développement de cette science une proportion qui ne pourra être inférieure à 18 pour cent des fonds budgétaires destinés à la science dans son ensemble; il veillera à la réalisation prioritaire des programmes complexes spéciaux (Agroprodcomplex; transformation des matières premières agricoles et production de produits alimentaires, conditionnements et emballages pour les produits alimentaires).

Des fonds spéciaux non budgétaires et des fonds de développement de la science et de la technique des producteurs agricoles serviront à financer la recherche scientifique.

Un système d'Etat sera créé et chargé de maîtriser et de faire connaître les résultats scientifiques et techniques obtenus, grâce à des réseaux appropriés de structures d'organisation dans les oblasts et les régions. Une banque de recherche scientifique et technique a déjà été créée, l'organisation nécessaire à son utilisation pratique généralisée est en cours de mise en place. Les structures de marché visant à propager la maîtrise des réalisations scientifiques et techniques sont encouragées grâce à des centres d'innovation, à des échanges de produits scientifiques, à des foires-ventes aux enchères, foires-expositions, bases scientifiques expérimentales, des systèmes de production et de production scientifique, etc.